

Contesté en Israël, en disgrâce aux États-Unis... Benyamin Netanyahou peut-il se maintenir au pouvoir ?

Le Premier ministre israélien fait face à de fortes critiques dans la population israélienne, dont une partie appelle à sa démission, mais aussi de la part des États-Unis, son principal allié.

Par [Salomé Vincendon](#)

Le 8 avril 2024 à 11h15

Abonnés

Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article.

Le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou en octobre 2023. REUTERS/Ammar

Awad

Réagir

Enregistrer

Partager

Écouter l'article

00:00/00:00

« Des élections, maintenant ! ». Samedi soir, des dizaines de milliers de manifestants se sont de nouveau rassemblés dans les rues de Tel Aviv, en Israël, pour réclamer [la démission du Premier ministre Benyamin Netanyahou](#) avant la fin de son mandat, prévu fin 2026.

Un appel qui fait écho aux voix de plusieurs personnalités politiques de premier plan. Au sein du gouvernement, le centriste [Benny](#)

[Gantz, ministre et membre du cabinet de guerre](#), a par exemple lui aussi appelé à des élections dès septembre.

Il est reproché au Premier ministre sa gestion de la guerre contre le Hamas, six mois après l'attaque du groupe terroriste qui a entraîné la mort de 1170 personnes en Israël, en majorité des civils, selon un décompte de l'AFP. Les manifestants réclament notamment qu'un accord soit passé pour [la libération des 129 otages toujours retenus](#), dont 34 sont morts selon l'armée. Ce dimanche, un autre rassemblement, à Jérusalem cette fois, s'est d'ailleurs tenu pour la libération des personnes encore en captivité à Gaza.

Ce mouvement de défiance va pourtant bien au-delà des protestataires qui ont défilé ce week-end, comme ceux d'avant. [D'après un sondage publié mi-mars, plus de 60 % des Israéliens](#) interrogés se prononçaient en faveur d'un retour aux urnes avant la fin du mandat du chef du gouvernement.

« Ce qui est crucial, c'est de garder le soutien des États-Unis »

« Une majorité de l'opinion publique israélienne considère que ce qui est crucial, c'est de garder le soutien des États-Unis, et elle fait le constat que Benjamin Netanyahu est en train de le perdre », note Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques.

Aux États-Unis, les mots se font en effet plus durs contre l'allié israélien ces dernières semaines et des appels à des élections anticipées émergent. « C'est la bonne chose à faire », a [écrit sur X cette semaine le sénateur Chuck Schumer](#), chef de la majorité démocrate au Sénat. Quant à Joe Biden, [il a exigé cette semaine, lors d'un appel téléphonique avec le Premier ministre israélien](#), « un cessez-le-feu immédiat » et évoqué pour la première fois la possibilité de conditionner l'aide américaine à l'amélioration de l'aide humanitaire dans Gaza et à la préservation des civils.

Newsletter L'essentiel du matin

Un tour de l'actualité pour commencer la journée

[Inscrit](#)

[Toutes les newsletters](#)

Mais malgré les mots forts de Washington, puissant et principal allié d'Israël, des livraisons d'armes américaines continuent vers l'État hébreu, et « il n'est pas question » que cela s'arrête, commente Didier Billion, directeur adjoint de l'Iris. « Benyamin Netanyahou le comprend très bien. Il encaisse les critiques mais sait que, sur le fond, ça ne change rien. »

À lire aussi « Un véritable ultimatum » : comment les États-Unis ont fait céder Israël sur l'aide humanitaire à Gaza

Pour que des élections anticipées soient déclarées, il faudrait de toute façon que le Premier ministre perde sa majorité au parlement, « qu'une majorité nouvelle se déclare », explique Didier Billion. La coalition actuellement au pouvoir est composée du Likoud (droite) - parti de Benyamin Netanyahou - et d'autres partis d'extrême droite et ultraorthodoxe, et une scission ne semble pas la guetter pour le moment. « Ses alliés ultranationalistes et ultra-religieux sont dans le même bateau : si Benyamin Netanyahou coule, tout le monde coule avec lui et ils disparaissent politiquement », souligne Pierre Razoux.

Faire campagne actuellement, « ce serait indécent »

Des élections dès aujourd'hui ne serviraient en tout cas clairement pas Benyamin Netanyahou, qui perdrait sa majorité à la Knesset (parlement israélien), selon les sondages. C'est le centriste [Benny Gantz qui est actuellement en tête des intentions de vote](#) : en cas de

nouveau scrutin, son mouvement remporterait plus de 30 sièges (sur 120), contre moins de 20 pour le Likoud. « Mais la coalition au pouvoir actuellement (*le Likoud et les autres partis*) passerait de 61 députés à 46 », tempère Thomas Vescovi, chercheur indépendant, auteur de « L'échec d'une utopie. Une histoire des gauches en Israël » (La Découverte, 2021). Elle perdrait la majorité, mais « ce n'est pas non plus une débandade ».

Thomas Vescovi souligne au passage que ceux qui réclament des élections anticipées en plein milieu d'une guerre avec le Hamas se trouvent dans une position compliquée. Dans la situation actuelle, « un homme politique en Israël qui se mettrait à faire campagne alors qu'il y a 130 otages et des soldats tués à Gaza, ce serait proprement indécent, ils ne veulent pas de cette image-là ». D'après lui, c'est pour cette raison que Benny Gantz propose une élection dans six mois, et pas immédiatement : « Il ne veut surtout pas paraître comme quelqu'un qui, en période de guerre, décide de fragiliser le pays en provoquant des élections. »

VIDÉO. « Une tragédie qui n'aurait jamais dû se produire » : 7 humanitaires tués dans une frappe israélienne

En ce sens, « dans les conditions actuelles, Benyamin Netanyahou ne se sent pas menacé par ce mouvement de protestation », commente Didier Billon. Reste à voir comment la situation politique pourrait évoluer dans les prochaines semaines, car « dans des situations de tension, comme en ce moment, tout peut changer très rapidement. »

« Pour rester au pouvoir, Netanyahou se dit qu'il faut que la guerre continue »

« La seule chose qui, de mon point de vue, peut pousser Benyamin Netanyahou à la démission, c'est un arrêt des hostilités avec un cessez-le-feu durable », analyse Pierre Razoux. Car cela permettrait, entre autres, de lancer une commission d'enquête [sur les](#)

[défaillances du 7 octobre](#), qui auraient permis l'attaque du Hamas. Le résultat « serait probablement assez impitoyable pour Netanyahu et le forcerait soit à démissionner, soit à une motion de censure pour le contraindre à former un nouveau gouvernement ». Benyamin Netanyahu est également [mis en cause dans plusieurs procédures judiciaires, notamment pour corruption](#).

Le but du Premier ministre israélien est donc de gagner du temps. En ce sens, « pour rester au pouvoir, Netanyahu se dit qu'il faut que la guerre continue », déclare Pierre Razoux, au moins jusqu'à [la potentielle réélection de Donald Trump à la présidence américaine fin 2024](#). Car « s'il peut s'appuyer sur un allié inconditionnel à la Maison Blanche, il sait d'emblée que la donne ne sera pas la même », souligne Thomas Vescovi.

Toutefois, « pour que ce scénario puisse se dérouler, il faut que la guerre à Gaza dure jusqu'à janvier prochain, je ne le vois pas tenir dix mois comme ça », nuance Pierre Razoux. D'autres éléments pourraient en effet jouer en sa défaveur dans les prochaines semaines, [comme une riposte de l'Iran](#), après l'attaque israélienne sur leur ambassade en Syrie.

Mais la situation actuelle, très mouvante, laisse place à plusieurs scénarios. Les sondages d'opinion réalisés actuellement en Israël sont ainsi faits « auprès d'une population qui se sent profondément menacée dans son existence », note Thomas Vescovi. Si, demain, Benyamin Netanyahu parvenait à obtenir la libération des otages et la destruction du Hamas à Gaza, « les sondages ne pourraient-ils pas s'inverser ? »